



DÉPARTEMENT DE L'ESSONNE
ARRONDISSEMENT DE PALAISEAU

(A rappeler dans toute correspondance)

Dossier n° : PC 091021 25 10038

Date de dépôt : 30/09/2025

Nom du demandeur : Monsieur Nicolas QUAGLIA

Nature des Travaux : Démolition d'un garage existant et création d'ouverture avec portail

Adresse des travaux : 13 Avenue de la République - 91290 Arpajon

Terrain cadastré : AL 398

Service instructeur :

Affaire suivie par Michael Cherprenet
01 69 26 15 03

DESTINATAIRE

Nicolas QUAGLIA
13 Avenue de la République
91290 Arpajon

Recommandé A/R et/ou pour information notification par courriel à : nicolasquaqlia@hotmail.com

Objet : Classement de l'instruction d'une demande

Madame, Monsieur,

Vous avez déposé le 30/09/2025 une demande de Permis de Construire enregistrée sous les références portées ci-dessus.

En date du 10/10/2025, vous avez demandé l'annulation de ce dossier, en cours d'instruction.

Je prends bonne note de cette demande et vous informe, par conséquent, que nous classons l'instruction de votre demande de Permis de Construire n°PC 091021 25 10038, ce qui vaut rejet tacite de votre demande.

A l'issue du délai d'instruction vous ne pourrez donc pas vous prévaloir d'une autorisation tacite.

Restant à votre entière disposition, je vous prie de croire Monsieur, en l'assurance de mes sentiments les meilleurs.

ACTE EXECUTOIRE
Transmission en Sous-Préfecture le
Publication ou Notification le
Pour le Maire et par délégation
La Maire Adjointe à l'Urbanisme
Martine BRAQUET

06 NOV. 2025
06 NOV. 2025

Fait à ARPAJON, le 06 NOV. 2025
Pour le Maire et par délégation
La Maire Adjointe à l'Urbanisme
Martine BRAQUET



La présente décision est transmise au représentant de l'État dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du Code général des collectivités territoriales.

Elle est exécutoire à compter de sa transmission et sa notification au demandeur (article L.424-7 du Code de l'Urbanisme).

INFORMATION A LIRE ATTENTIVEMENT

DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Si vous entendez contester la présente décision vous pouvez saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de sa notification. Vous pouvez également, dans le même délai, saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou, lorsque la décision est délivrée au nom de l'Etat, saisir d'un recours hiérarchique le ministre chargé de l'urbanisme. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse. (L'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite).

Les tiers peuvent également contester cette autorisation devant le tribunal administratif compétent. Le délai de recours contentieux court à l'égard des tiers à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain conformément aux dispositions ci-dessus.